

MINISTERE DE LA JUSTICE

Service de l'accès au droit, à la justice
Et de la politique de la ville

Circulaire du 18 novembre 2004

Date d'application : 1^{er} janvier 2005

LE GARDE DES SCAUX, MINISTRE DE LA JUSTICE

à
- pour attribution -

Monsieur le Premier Président de la Cour de cassation

Et Monsieur le Procureur Général près ladite Cour

**Monsieur le Président du Bureau d'aide juridictionnelle
établi auprès de la Cour de cassation**

N° NOR : JUS J 04 90 014 C

TITRE DETAILLE : Impact de l'article 29 de la loi n° 2004-439 du 26 mai 2004 (relative au divorce) sur l'instruction des demandes d'aide juridictionnelle devant le Bureau d'aide juridictionnelle près la Cour de cassation en matière sociale.

MOTS CLES : aide juridictionnelle ; pourvoi en cassation ; appréciation des ressources ; indemnités de licenciement

TEXTES SOURCES : Article 29 de la loi n° 2004-439 du 26 mai 2004 (relative au divorce) sur l'instruction des demandes d'aide juridictionnelle.

PUBLIEE : BO ; Intranet SADJPV.

MODALITES DE DIFFUSION : diffusion assurée par le Ministère de la justice aux destinataires mentionnés ci-dessus.

* * *

La présente circulaire a pour objet de présenter l'impact des dispositions de l'article 29 de la loi n° 2004-439 du 26 mai 2004 relative au divorce.

Cette disposition législative a inséré dans la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991 relative à l'aide juridique un article 9-3 afin que soient exclues par le bureau d'aide juridictionnelle établi auprès de la Cour de cassation, les indemnités de licenciement fixées par décision de justice, du montant des ressources à prendre en considération au regard du plafond de ressources applicable pour l'aide juridictionnelle, en cas de pourvoi en cassation ayant pour objet ou pour effet l'annulation de cette décision.

Elle vise ainsi à assurer au salarié licencié un accès plus étendu au bénéfice de l'aide juridictionnelle et tend ainsi à équilibrer l'instauration, par l'article 39 du décret n° 2004-836 du 20 août 2004 portant modification de la procédure civile, du caractère obligatoire de la représentation en matière sociale devant la Cour de cassation.

En conséquence, lors de l'instruction des demandes d'aide juridictionnelle afférentes à de tels pourvois, il y aura lieu de ne pas tenir compte des indemnités de licenciement obtenues par le justiciable devant les juridictions du fond : celles-ci devront être systématiquement exclues de ses ressources. En vertu des articles L. 122-14-4 et L. 122-14-5 du code du travail, la notion d'indemnité de licenciement inclut, outre l'indemnité légale et conventionnelle, l'indemnité de licenciement sans cause réelle et sérieuse fixée par le juge. En outre, l'exclusion des indemnités de licenciement s'applique aussi bien au salarié demandeur au pourvoi qu'à celui qui a la qualité de défendeur.

Votre attention est appelée sur le fait que la disposition précitée de l'article 29 de la loi du 26 mai 2004 entrera en application le 1^{er} janvier 2005. En conséquence, les demandes d'aide juridictionnelle relatives à des pourvois en cassation qui auraient pour objet ou pour effet l'annulation de décisions judiciaires ayant fixé une indemnité de licenciement seront instruites selon cette disposition, à compter du 1^{er} janvier 2005, même si elles ont été déposées avant cette date, si le bureau d'aide juridictionnelle établi auprès de la Cour de cassation n'a pas encore statué à leur sujet.

Marie-Christine LEROY